

LES CHIFFRES DU MOIS



La Birmanie fait partie des **10 conflits** mondiaux à surveiller de près selon le Crisis International Group, qui se réfère aux menaces qui pèsent sur le processus de paix ainsi qu'à la situation des Rohingya.

Les Nations Unies estiment que **4,25 millions** de birmans vivent à l'étranger, en majorité en Thaïlande et en Malaisie.



Le volume d'exportation de l'industrie textile s'élève à **940 millions** de dollars pour l'année fiscale 2016/17 selon le Ministère du Commerce. Les principaux importateurs sont le Japon, la Corée et l'Union Européenne.



LES ÉVÉNEMENTS CLEFS DU MOIS

Situation dans l'Etat d'Arakan : les Nations Unies ont déclaré le 30 janvier qu'au moins 92 000 personnes avaient été déplacées (69 000 réfugiés au Bangladesh et 23 000 déplacés internes) en raison des opérations menées par l'armée birmane. Une aide alimentaire d'urgence a été distribuée à 35 000 personnes depuis le 13 janvier, mais le Bureau de la Coopération des Affaires Humanitaires des Nations Unies rappelle que les activités de protection des populations restent suspendues et que les équipes internationales ne sont pas autorisées à circuler librement. Le Bangladesh a récemment annoncé, sur son site internet gouvernemental, que plusieurs comités avaient été formés pour répondre à l'arrivée de milliers de Rohingya en quelques mois. Des milliers de Rohingya pourraient être temporairement déplacés sur l'île Thengar Char – en partie inondée –, avant d'être renvoyés en Birmanie. Pourtant, en Birmanie, aucune politique de fond n'a été mise en place afin de protéger la minorité musulmane des Rohingya et un retour dans de telles conditions est inquiétant.

Situation dans l'Etat Kachin et dans le nord de l'Etat Shan : L'escalade continue du conflit armé est très préoccupante et menace directement les populations civiles. En effet, la détérioration de leur sécurité ne cesse de s'accroître : plusieurs civils ont été tués et près de 23 000 personnes ont été déplacées depuis la fin du mois de novembre dernier en raison de l'intensification des opérations militaires et de l'utilisation de l'artillerie lourde à proximité des zones habitées et des camps de déplacés. Certaines zones ne sont pas accessibles à l'aide humanitaire alors que les populations ont des besoins alimentaires et sanitaires importants. Les populations civiles sont les premières victimes des conflits, il est urgent de faire face à cette crise humanitaire et de les protéger. Alors que le pays est en proie aux conflits depuis plus de 60 ans, le nouveau cycle du processus de paix proposé par le gouvernement doit être inclusif.



Un nouveau leader pour l'armée Wa. La United Wa State Army (UWSA), armée très puissante de plus de 30 000 hommes, va prochainement changer de leader pour la première fois en un quart de siècle. La UWSA n'est pas en conflit avec l'armée birmane depuis des années, mais a refusé de déposer les armes. L'organisation est actuellement menée par Pao Yu Hsiang, vétéran du Parti Communiste de Birmanie désintégré dans les années 1980. La participation de l'armée Wa - la plus puissante du pays - au processus de paix est cruciale. D'autant plus qu'elle agit parfois en tant que médiateur entre le gouvernement et certains groupes ethniques armés en conflit actif avec l'armée birmane. L'organisation armée a pour l'instant refusé de se joindre aux négociations.

L'Envoyé Spécial du Secrétaire des Nations Unies sera-t-il renouvelé ? L'Envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies depuis 2010, Vijay Nambiar, a quitté ses fonctions à la fin du mois de décembre 2016, ce qui coïncidait avec la fin du mandat de Ban Ki Moon à la tête des Nations Unies. En tant qu'envoyé spécial, Vijay Nambiar se rendait régulièrement en Birmanie, notamment dans les zones en conflits dans les États

Kachin et d'Arakan. Il passait la majorité de son temps à travailler autour du processus de paix. Le nouveau Secrétaire Général des Nations Unies, Antonio Guterres, qui succède à Ban Ki Moon, devrait nommer un remplaçant à Vijay Nambiar mais ce n'est pas sûr que cette position soit maintenue. Il semblerait que cette question soit toujours en débat.

Un héritier de la junte comme conseiller en Sécurité Nationale. U Thaung Tun vient d'être nommé conseiller en Sécurité Nationale. Il s'agit de la deuxième personnalité issue de l'ancien régime militaire à être nommé pour un poste avec de telles fonctions au sein du gouvernement. Il avait servi le Ministère des Affaires Etrangères birman en tant qu'Ambassadeur et Directeur Général pendant près de quarante ans.

La nécessité de dialogue interconfessionnel pour faire face aux tensions. Alors que les tensions communautaires et le nationalisme religieux sont très forts en Birmanie, les partisans d'un dialogue interconfessionnel estiment qu'il est temps que le gouvernement soutienne et accompagne de telles pratiques. Le dialogue interconfessionnel peut en effet construire une compréhension mutuelle et une relation de confiance entre les différentes communautés religieuses. L'objectif principal est d'encourager la tolérance, tout en permettant, à travers le dialogue, qu'un conflit se règle sans violence.

Les paysans pénalisés par le cadre législatif birman. Une évaluation de l'utilisation des terres et des lois agricoles a conclu que le cadre législatif actuel légalise des confiscations de terre injustes, pénalise la petite agriculture et discrimine les femmes propriétaires. L'association Thanlwin Citizen Empowerment Program a analysé les politiques et a conclu que la législation avait besoin d'être amendée, en se basant sur les recommandations des communautés. La LND avait gagné la confiance des paysans en abordant lors de la campagne électorale la problématique des accaparements de terres dont la plupart des litiges impliquent les militaires, ainsi que le développement du secteur agricole. Les organisations rappellent que la législation doit absolument évoluer afin d'éviter la corruption, les inégalités et les problèmes d'accaparement des terres. Le Comité Central de confiscation des terres cultivables a été établi en 2015 et doit surveiller la gestion des cas de litiges fonciers par le gouvernement national et les gouvernements régionaux, ainsi que d'assurer le retour sur leurs terres des paysans dépossédés. Pourtant, le Comité formé de personnalités qui ont elles-mêmes été impliqués dans des cas de litiges.

Quelle indépendance des médias étatiques ? Les médias étatiques existent depuis longtemps en Birmanie, notamment à travers les journaux *Global New Light of Myanmar* et *Myanmar Ahlin*. Ils étaient particulièrement utilisés sous la junte militaire afin de souligner leurs activités. Il y eut un espoir qu'avec l'arrivée au pouvoir de la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND), les nouvelles de ces journaux seraient basées sur l'importance de l'information elle-même et non sur les personnalités au pouvoir. Cet espoir s'est éteint. Depuis avril, le *Myanmar Ahlin* a publié de nombreux rapports glorifiant Aung San Suu Kyi ou la LND, mais n'a jamais évoqué d'autres partis. D'autre part, ces médias sont utilisés afin de justifier les politiques du gouvernement ou les actions de l'armée birmane, c'est notamment le cas concernant la répression menée dans l'État d'Arakan.



LES FOCUS DU MOIS**INFO BIRMANIE APPELLE LA FRANCE À SE POSITIONNER SUR L'INTENSIFICATION DES CONFLITS
DANS L'ÉTAT KACHIN ET DANS LE NORD DE L'ÉTAT SHAN**

Paris, le 13 janvier 2017



Au regard de la gravité de la situation dans le nord de la Birmanie, Info Birmanie appelle le gouvernement français à se positionner afin de demander un accès humanitaire sans entrave, l'arrêt immédiat des offensives de l'armée birmane ainsi que la protection des populations civiles.

En 2011, l'armée birmane avait attaqué plusieurs postes de contrôle de l'Armée Indépendante Kachin (KIA) qui se trouvaient à proximité d'un barrage hydroélectrique financé par une compagnie chinoise, mettant fin à 17 années de cessez-le-feu dans la région. Il y a plus de 120 000 déplacés internes (IDPs) dans plus de 170 sites dans l'État Kachin et dans le nord de l'État Shan. Après une courte période de répit, les combats ont de nouveau repris le 16 juillet 2016. Depuis lors, ils ne cessent de s'intensifier. Les trois derniers mois ont été rythmés de violents affrontements qui ont provoqué le déplacement de plus de 23 000 personnes en seulement quelques semaines.

Le 20 novembre 2016, l'Alliance du Nord – l'Arakan Army, la Kachin Independence Army, la Myanmar National Democratic Alliance Army et la Ta'ang National Liberation Army – a lancé une attaque auprès des militaires et des policiers, annonçant la formation de cette alliance dès le lendemain. L'alliance du Nord a décrit cette attaque comme inévitable, étant donné les offensives incessantes de la part des forces gouvernementales birmanes les mois précédant l'attaque.

Le 4 décembre 2016, l'Alliance du Nord a appelé à un « véritable dialogue politique équitable ». Mais alors que la seconde rencontre du nouveau cycle du processus de paix lancé avec la Conférence de Panglong pour le XXI^e siècle doit se tenir en février, les combats continuent et les forces gouvernementales n'hésitent pas à bombarder des églises, des écoles et d'autres cibles qui ne sont pas militaires au nord de l'État Shan. Au mois de décembre, ils ont provoqué la fuite de 15 000 civils Shan et Kachin qui se sont réfugiés en Chine.

Si la situation s'est apaisée pendant quelques jours, ce qui a permis le retour d'une partie des personnes réfugiées en Chine, les conflits ont repris de plus belle. Les forces armées birmanes utilisent de l'artillerie

lourde (bombardements et attaques au mortier) pour reprendre des postes de contrôle des groupes ethniques armés, à proximité des camps de déplacés. Les populations civiles et les déplacés internes vivent sans arrêt dans la peur, prêtes à se déplacer de nouveau.

Le 10 janvier 2017, de violents affrontements entre les forces armées gouvernementales birmanes et l'Armée Indépendante Kachin, qui incluait des frappes aériennes, ont provoqué la fuite vers la Chine de 4000 personnes dans la nuit. Dans l'urgence, ils n'ont pas été en mesure d'emporter de la nourriture ou des vêtements.

La situation est très dangereuse pour les populations civiles et pour les déplacés internes, qui vivent dans une situation extrêmement précaire. Les IDPs ont été forcés de se déplacer déjà à plusieurs reprises. Dans certaines zones des États Shan et Kachin, les autorités birmanes continuent de restreindre l'accès humanitaire. Dans d'autres, les organisations locales font au mieux pour répondre aux besoins immédiats, et manquent de ressources. La santé est une préoccupation majeure, particulièrement pour les personnes âgées, les femmes enceintes et les enfants. Les personnes déplacées vivent dehors, alors que les températures restent froides.

La transition démocratique et la paix ne seront possibles qu'avec un processus de paix inclusif et équitable. Aujourd'hui, les populations civiles sont les principales victimes de ce conflit. L'armée birmane est accusée de nombreuses violations des droits de l'homme. Yanghee Lee, rapporteuse spéciale sur la situation des droits humains en Birmanie, est en ce moment en déplacement pour enquêter sur les allégations de violations des droits de l'homme de la part de l'armée dans les États Kachin, Shan et Arakan. Pourtant, elle s'est vu refuser l'accès à certaines zones en conflits dans l'État Kachin.

Dans un Appel Urgent daté du 20 décembre 2016 signé par 152 organisations, la société civile a appelé « à l'attention de la communauté internationale et à son assistance ». Ainsi, il nous semble crucial que le gouvernement français se positionne sur l'intensification des conflits dans les États Kachin et dans le nord de l'État Shan, rappelant la nécessité d'un accès humanitaire sans entraves, de l'arrêt immédiat des offensives de l'armée birmane ainsi que de la protection des populations civiles. Pour que la transition démocratique et les perspectives de paix puissent se concrétiser, il est primordial que l'armée birmane cesse ses offensives.

L'ÉMINENT AVOCAT U KO NI A ÉTÉ ASSASSINÉ EN BIRMANIE

Info Birmanie exprime sa tristesse ainsi que sa solidarité suite à la mort d'U Ko Ni. L'éminent avocat a été assassiné par balle le 29 janvier 2017 à l'aéroport de Rangoun. Info Birmanie rappelle que la gravité de cet acte ne doit pas être sous-estimée, et la nécessité d'une enquête indépendante soit menée.

U Ko Ni était un conseiller juridique clé de la Ligue Nationale pour la Démocratie, notamment au sujet de la réforme constitutionnelle. Il était très critique de la constitution de 2008 et plaidait pour son abandon puis sa réécriture en vue d'une réelle transition démocratique, et non pour son amendement. Il a joué un rôle très

important dans la lutte pour la démocratie et pour la paix en Birmanie.

Musulman, U Ko Ni a souvent été la cible de critiques de la part des groupes nationalistes en raison de sa religion. L'un de ses objectifs était d'avancer vers une harmonie inter-religieuse. Il a vivement condamné les quatre lois « sur la race et la religion » qui restreignent les droits des minorités musulmanes, promulguées sous le gouvernement de Thein Sein

Info Birmanie avait eu la chance de le recevoir afin de l'accompagner au Parlement Européen à Strasbourg en juin 2015. U Ko Ni avait pu rencontrer Michèle Rivasi, députée européenne d'Europe Écologie Les Verts, et Nawel Rafik Elmrini, adjointe aux relations internationales de la ville de Strasbourg.

Alors qu'il pourrait s'agir d'un assassinat politique, il est indispensable qu'une enquête indépendante et impartiale soit lancée. Les luttes menées par U Ko Ni doivent être poursuivies, pour plus de tolérance, afin d'avancer vers une société juste et équitable en Birmanie.

